



Audit
osez une signature
qui rassure

SAS au capital de 316 000 €

RCS Orléans 087 180 089

Siège social :

1A Allée des Balletières

45850 SAINT JEAN LE BLANC

FONDATION VAL DE LOIRE

Fondation

Siège social : 67 rue Charles Beauhaire

45140 SAINT JEAN DE LA RUELLÉ

SIREN 775 508 179

EXERCICE 2024

Clos le 31/12/2024

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENTE PAR

La S.A.S. OSE AUDIT

Société de Commissaires aux Comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux membres de la FONDATION VAL DE LOIRE

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FONDATION VAL DE LOIRE** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Sur les comptes clos au 31 décembre 2023, nous avons émis la réserve suivante :
« en raison de l'insuffisance des procédures de contrôle interne concernant les caisses et de l'impossibilité de justifier celles-ci au moyen d'autres procédures, nous n'avons pu vérifier le montant des caisses qui s'élevait à 18 475 euros au 31 décembre 2023 ».

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2024, nous maintenons cette réserve. Le montant des caisses s'élève à 4 255 euros au 31 décembre 2024.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note « Principes et méthodes comptables » page 6 de l'annexe des comptes annuels concernant :

- Les événements majeurs de l'exercice
- La correction d'erreur impactant les reports à nouveau pour un montant de 1 894 748 euros.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres

Les rapports d'activités des établissements ne nous ayant pas été communiqués, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document en vue de nous assurer de sa sincérité et de sa concordance avec les comptes annuels.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la commission finances du Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la



falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Jean-le-Blanc, le 25 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes,

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre,

S.A.S Ose Audit



Nathalie BONNET

Commissaire aux comptes

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	43 138	38 587	4 550	8 188
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	43 138	38 587	4 550	8 188
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	46 701		46 701	46 701
Actif circulant	Constructions	2 707 885	2 629 071	78 813	89 573
	Inst. techniques, mat.out.industriels	3 192 012	2 197 134	994 878	1 148 925
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	5 946 598	4 826 205	1 120 392	1 285 200
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	26 764		26 764	34 587
Actif circulant	Autres	28 477		28 477	27 247
	TOTAL	55 241		55 241	61 834
	Total I	6 044 978	4 864 793	1 180 184	1 355 223
	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	883 529		883 529	1 306 032
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	43 037		43 037	103 585
	TOTAL	926 566		926 566	1 409 617
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	634 877		634 877	626 055
Actif circulant	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 469 932		1 469 932	759 907
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	36 762		36 762	50 103
	TOTAL II	3 068 139		3 068 139	2 845 684
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	9 113 117	4 864 793	4 248 324	4 200 907
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	710 479	710 234
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		-19 852
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
Autres	1 392 546	1 307 068	
Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		1 067 311	981 832
Report à nouveau	-519 932	-904 598	
Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-1 664 667	-153 617
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		-517 249	-1 404 749
Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-1 256 638	-1 404 749
Situation nette (sous-total)		1 065 844	-311 897
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			1 912 456
Provisions réglementées	688 195		
Total I		1 754 039	1 600 559
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	85 784	105 945
Total II		85 784	105 945
Provisions	Provisions pour risques	670 610	671 462
	Provisions pour charges		
Total III		670 610	671 462
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	377 307	488 121
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		210
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	340 623	317 722
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 010 570	953 461
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	8 988	63 425
	Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	400		
Total IV		1 737 890	1 822 940
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 248 324	4 200 907
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	1 713	
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	24 534	1 279
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	8 984 222	8 090 925
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	171 027	113 541
	Utilisations des fonds dédiés	20 160	38 145
	Autres produits	45 202	5 502
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		9 246 860	8 249 394
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	2 617 810	2 320 087
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	633 204	551 509
	Salaires et traitements	4 869 415	4 251 380
	Charges sociales	1 825 088	1 604 165
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	250 563	252 583
	Dotations aux provisions	110 685	111 536
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	47 450	15 268
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		10 354 217	9 106 531
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-1 107 357	-857 137

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	36 005	29 320
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		36 005	29 320
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	10 026	6 121
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	10 026	6 121
2. Résultat financier (III-IV)		25 979	23 198
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-1 081 377	-833 938
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	1 439 995	41 556
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		1 439 995	41 556
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	156 488	
	Sur opérations en capital	31 184	52 441
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	688 195	559 925
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	875 867	612 367
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		564 128	-570 811
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		10 722 861	8 320 271
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		11 240 111	9 725 020
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-517 249	-1 404 749
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-1 256 638	-1 404 749
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2024

FONDATION VAL DE LOIRE

Table des matières

1	Objet social, missions sociales réalisées et moyens mis en œuvre	4
1.1	Objet social	4
1.2	Missions sociales réalisées	4
1.3	Moyens mis en œuvre	4
2	Principes et méthodes comptables	6
1.4	Principe de base	6
1.5	Evènements majeurs de l'exercice	6
1.6	Correction d'erreur	6
3	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	7
3.1	Actif immobilisé	7
3.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	8
3.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
3.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	10
3.2	Actif circulant	10
3.2.1	Actif circulant / dépréciations	10
3.2.2	Précisions sur d'autres créances significatives	10
3.2.3	Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif	10
3.3	Fonds associatifs	10
3.3.1	Fonds associatifs	11
3.3.2	Provisions réglementées	13
3.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	13
3.4.1	Provisions	13
3.4.2	Fonds dédiés	14
3.4.3	Précisions sur d'autres dettes	15
3.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	16
3.6	Compte de résultat	17
3.6.1	Résultat par activité ou établissement	17
3.6.2	Résultat exceptionnel	18
3.6.3	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	18
3.6.4	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	19
4	Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants	20
4.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	20

4.2	Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)	20
4.3	Informations relatives à l'effectif	21
5	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	22
5.1	Engagements financiers donnés et reçus	22
5.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)	23

1 Objet social, missions sociales réalisées et moyens mis en œuvre

1.1 Objet social

Conformément aux dispositions de l'article 1 de statuts, la fondation Val de Loire a pour but :

- L'accueil,
- la protection,
- l'éducation
- la rééducation
- la réadaptation

de l'enfance et de l'adolescence déficientes, ou en danger moral et les diverses actions thérapeutiques à mener en faveur des jeunes inadaptés.

1.2 Missions sociales réalisées

Conformément aux dispositions de l'article 2 des statuts

« Les moyens d'action de la Fondation sont :

- L'hébergement,
- L'entretien,
- L'instruction sous ses différentes formes et notamment l'organisation de cours préprofessionnels, professionnels ou d'apprentissage.
- Les soins médicaux et psychothérapeutiques.
- les rééducations de toute nature.
- La gestion d'établissements, centres, foyers ou services agréés pour recevoir des enfants confiés à la Fondation

Et tout ce qui peut concourir au développement à la formation des jeunes et à leur protection.

La Fondation Val de Loire, reconnue d'utilité publique, développe son action sur cinq sites dans le département du Loiret et soutenues par le Conseil départemental du Loiret ainsi que l'ARS Centre Val de Loire.

1.3 Moyens mis en œuvre

Les établissements ouverts sont :

- MECS d'Orléans et Maisonnées d'Orléans
- MECS de Villemandeur
- DAME de Neuville aux Bois
- Dispositif dit DAPAD
- Dispositif dit DELAI

La Fondation a recours à des effectifs salariés notamment aux postes :

- D'agent de service
- D'assistante sociale
- D'aide médico psy

- De directeur de service
- D'éducateur, éducateur spécialisé
- De maîtresse de maison
- De moniteur éducateur
- De surveillant de nuit
- De technicien...

2 Principes et méthodes comptables

1.4 Principe de base

La Fondation a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2018-06, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du ANC 2019-04 et 2022-04.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence conformément aux hypothèses de base de :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les créances sont valorisées à la valeur nominale. Une dépréciation est constatée en cas de risque de non recouvrement.

1.5 Evènements majeurs de l'exercice

- Cession de l'immeuble dit Cèdre pour 1 360 000 €
- Ouverture d'une troisième maison

1.6 Correction d'erreur

Conformément aux dispositions de l'article L122-6 du Plan Comptable, la Fondation Val de Loire a constaté dans ses comptes une correction d'erreur par imputation sur le compte report à nouveau.

Une subvention d'investissement a été enregistrée en 2009 par imputation sur les Fonds associatifs sans droit de reprise pour un montant de 1 894 747 €. Lors de l'application du règlement comptable ANC 2018-06 au 1^{er} janvier 2020, elle aurait dû faire l'objet d'un amortissement par application de la méthode dite rétrospective. Ceci aurait conduit à constater un amortissement par imputation sur le compte de report à nouveau, les biens financés étant alors totalement amortis.

Cette amortissement a été constaté en 2024 par imputation sur le poste report à nouveau pour un montant de 1 894 748 €

3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	87 626	-	44 488	-	43 138
Immobilisations corporelles	Terrains	46 701	-	-	-	46 701
	Constructions	3 336 377	-	628 492	-	2 707 885
	Install. Tech., mat., outillage	151 524	40 072	113 424	-	78 172
	Install. générales, ag. Am. divers	3 665 296	12 823	1 501 120	-	2 176 999
	Matériel de transport	636 158	26 400	61 793	-	600 765
	Mat bur., informatique, mobilier	1 021 801	22 653	708 378	-	336 076
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	8 857 857	101 948	3 013 207	-	5 946 599
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	61 835	-	6 593	-	55 241
	Total IV	61 835	-	6 593	-	55 241
Total général		9 007 318	101 948	3 064 288	-	6 044 978

3.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	79 438	3 637	44 488	38 587
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	3 223 715	24 141	618 784	2 629 072
	Install. Tech., mat., outillage	141 208	4 622	113 424	32 406
	Install. générales, ag. Am. divers	2 837 655	126 659	1 495 022	1 469 292
	Matériel de transport	457 765	55 729	59 907	453 587
	Mat bur., informatique, mobilier	912 314	35 772	706 236	241 850
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		7 572 657	246 923	2 993 374	4 826 206
Total général		7 652 095	250 560	3 037 862	4 864 793

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction des durées de vie prévue :

- Concession, logiciels 2 à 3 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériels et outillages : 5 à 10 ans
- Installations générales agencements aménagements : 10 ans
- Matériels de transport : 4 à 7 ans
- Matériels de bureau : 5 à 10 ans
- Matériels informatiques : 3 à 5 ans
- Mobiliers : 5 à 7 ans

3.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	79 438	3 637	-	44 488	-	38 587
Corporelles	7 572 657	246 923	-	2 993 374	-	4 826 206
TOTAL	7 652 095	250 560	-	3 037 862		4 864 793

3.2 Actif circulant

3.2.1 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	389	-	389	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	389	-	389	-

3.2.2 Précisions sur d'autres créances significatives

3.2.3 Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

Elles sont constituées de charges d'exploitation

3.3 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement ANC.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit. L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise

3.3.1 Fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	710 234	245		710 479
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Réserves				
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	981 832	85 479		1 067 311
Dont autres réserves	325 236			325 236
Report à nouveau				
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 153 617		1 511 050	- 1 664 667
Dont autres report à nouveau	- 770 833	1 915 568		1 144 735
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	- 1404 749	887 500		-517 249
Écarts de réévaluation				
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)	1 912 456		1 912 456	0
Provisions réglementées	0	688 195		688 195
	1 600 559	3 576 987	3 423 506	1 754 039

L'apport avec droit de reprise implique la mise à disposition provisoire d'un bien au profit de l'organisme. La convention fixe les conditions et modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...). Cet apport est enregistré en fonds associatifs.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si les biens activés sont non renouvelables par l'entité qu'ils s'agissent de biens apportés sans droit de reprise ou de subventions d'investissement portant sur de tels biens (compte 13), le compte 1039 est débité par le crédit du compte 7573 d'autres produits de gestion courante pour un montant égal à celui des amortissements ou au rythme de l'amortissement (subventions).

3.3.2 Provisions réglementées

Il est constitué une provision règlementée au titre des plus-values nettes de cession des seuls éléments d'actif amortissable de l'exercice.

	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées		688 195		688 195
TOTAL				

3.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

3.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	671 462	110 685	111 537	670 611
Provisions pour charges				
TOTAL				

Les provisions sont constituées des fonds à reverser au titre des amendements dit Creton d'une part et au titre d'un contentieux au Tribunal administratif d'autre part.

3.4.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Report s	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations							
Contributions financières d'autres organismes							
Formation incendie	640		594			46	
Développement SI	3 000						
Investissement remplacement SI	18 093		3 925			14 168	
Investissements véhicules	20 000		1 005			18 995	
Travaux mises aux normes	34 409		6 066			28 342	
Transformation DAME	29 803		8 570			21 233	
TOTAL	105 765					85 784	

3.4.3 Précisions sur d'autres dettes

3.4.3.1 Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance »

3.4.3.2 Subventions à reverser

Le poste « subvention à reverser » constate l'obligation de reversement de subventions lorsqu'il est établi de manière définitive que l'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire contenue dans la convention d'attribution de subvention ne pourra (ont) être atteint (s).

3.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	26 764		26 764
	Autres	-	-	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	883 530	883 530	
	Autres	43 037	43 037	
Charges constatées d'avance		36 763	36 763	
TOTAL		981 808	955 044	26 764

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	377 308	132 296	198 846	46 166
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-	-		
Fournisseurs et comptes rattachés		340 624	340 624		
Dettes fiscales et sociales		1 010 570	1 010 570		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-		
Autres dettes		8 988	8 988		
Produits constatés d'avance		400	400		
TOTAL		-	-		

3.6 Compte de résultat

3.6.1 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre (= libre)		
1 Activité ou établissement 1		
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)		
2 MECS MAISONNEES ORLEANS - ANJORRANT	306 753	
3 MECS VILLEMANDEUR	492 529	
4 DAME NEUVILLE AUX BOIS	27 927	
5 Dispositifs DAPAD	375 500	
6 Dispositifs Delai	20 698	
7 Fondation		706 157
8 Activité		
Résultat de l'exercice	517 249	

3.6.2 Résultat exceptionnel

Il est constitué principalement par :

- Le produit de cession des actifs pour 1 386 715 €
- La quote part de subvention d'investissement pour 17 710 €
- Par la constatation de 35 570 € de produits sur exercices antérieurs
- Le règlement de cotisations mutuelles prévoyance sur exercices antérieurs et diverses régularisations pour 156 488 €

3.6.3 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

	résultat comptable	reprise des résultats antérieurs	Variation provision CP & HS	résultat du compte administratif
LOUISE HOUDRE	0,00			0,00
DELA	-20 697,69			-20 697,69
DAPAD	-375 499,55			-375 499,55
UG	0,00			0,00
FONDATION VDL SIEGE	706 156,97			706 156,97
MECS ORLEANS - ANJORRANT OF MINIMECS	-306 753,42	-28 607,82	-26 326,51	-361 687,75
MECS VILLEMANDEUR	-492 528,64	-62 825,85	6 856,05	-548 498,44
DAME - ANJORRANT NEUVILLE	-27 926,86	85 404,75	3 031,01	60 508,90
	-517 249,19	-6 028,92	-16 439,45	-539 717,56

3.6.4 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	19 930
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	

4 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

4.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Conformément à l'article 261-7.1°d du Code général des impôts, le montant des rémunérations versées aux dirigeants s'est élevé à 0.00 (zero)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 181 875 € en 2024.

4.2 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)

	Exercice	Exercice précédent
Produits		
Bénévolat	7 126	
Prestations en nature		
Dons en nature		
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Personnel bénévole	7 126	

Les heures de bénévolat sont valorisées sur la base du SMIC horaire au 31 décembre 2024 chargés

4.3 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	15.5	
Agents de maîtrise et Techniciens	123.3	
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	138.8	

5 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties	1 631 044	
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		

Nantissement de compte bancaire en garantie de découvert autorisé à hauteur de 600 000 €. Nantissement autre contrat d'assurance vie à hauteur de 600 000 €.

Nantissement de compte bancaire rémunéré à hauteur de 231 000 €.

Nantissement de compte à hauteur de 100 000 €

Nantissement de compte à hauteur de 100 044 €

5.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)

Notre entité ne provisionne pas son engagement suivant dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Le régime correspondant est un régime d'indemnités de départ en retraite qui résulte de la convention collective 66 (IDCC 413) ;

Le montant notre engagement total correspondant s'élève respectivement à 426 K€ au 31 décembre N. .

Cet engagement est estimé

- selon la méthode des unités de crédit projeté

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 64 ans

Taux d'actualisation : 3,75 %.

Taux d'augmentation annuel des salaires : 1,5 %

- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,

Pour la prise en compte de la probabilité de turnover,

- Les Statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche.

Pour la prise en compte du risque de mortalité,

Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.

Le % de cotisations/contribution sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est de 50,5. %